

moment de la moisson avaient, l'an dernier, causé un fléchissement brusque de la récolte. Nous croyons que les prix pour la graine de colza, du moins au cours d'une partie de la dernière campagne de vente, ont été déraisonnablement élevés en comparaison de ceux d'autres graines oléagineuses. Bien sûr, il se produit actuellement quelque rajustement des prix. Le prix courant au comptant est de 292 et celui des ventes à terme, (novembre) de 228.

Je ne prétends pas que les producteurs de graine de colza gagnent trop. Je veux dire simplement que le prix est considérable par rapport à celui d'autres graines oléagineuses. Tout rajustement des prix sera accentué par une forte récolte. Les prix des graines oléagineuses ont toujours été relativement instables. C'est à cause de la nature du marché et du fait que beaucoup d'huiles végétales sont interchangeables.

LA DÉFENSE NATIONALE—L'AMÉNAGEMENT D'ABRIS ANTI-NUCLÉAIRES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, les Canadiens savent qu'on a fait des relevés de tous les endroits où il serait possible d'établir des abris publics contre les retombées radioactives dans nos grandes villes. Les meilleurs endroits sont censés être les sous-sols des gratte-ciel, des édifices publics et des écoles. Mise à part l'inspection de ces lieux, on n'a apparemment rien fait.

A l'heure actuelle, nos villes sont de plus en plus menacées par des missiles balistiques intercontinentaux et des missiles balistiques lancés depuis des sous-marins et même si le Canada s'intéresse aux mesures civiles de secours depuis plus de 20 ans, nous ne possédons pas encore d'abris publics contre les retombées et encore moins des abris privés bien organisés et approvisionnés—y compris des boîtes de conserve, des fournitures médicales et sanitaires ainsi que des instruments radiologiques. Ce qui est pire encore, les abris publics contre les retombées ne sont pas indiqués. Ainsi dans une situation critique, l'homme ordinaire à Toronto ou dans une autre ville canadienne ne saurait ni où aller ni quoi faire.

On n'a pas terminé le relevé des abris contre les retombées des grands édifices avant 1968 et on vient d'en soumettre les résultats aux provinces. On a accordé la priorité à la protection d'installations gouvernementales d'urgence dans six des dix provinces. La politique canadienne avouée est de ne pas faire de nouvelles dépenses en approvisionnements. Les réserves actuelles devraient être suffisantes et facilement accessibles en cas d'urgence, mais où sont-elles et comment parviendront-elles aux abris si une fois l'alerte donnée, on dispose d'à peine 15 minutes?

Monsieur l'Orateur, les minutes sont comptées dans les situations d'urgence, et nous pouvons nous rendre moins vulnérables à peu de frais si nous nous préparons. Les États-Unis sont prêts. Ils ont un réseau national d'abris nucléaires financé à la fois par l'État et l'entreprise privée. Ils ont environ 195,000 structures publiques qui abriteront 187 millions de personnes. Les propriétaires particuliers de près de 109,000 édifices ont offert de l'espace pour plus de 104 millions de personnes et ils ont permis qu'on affiche sur leurs édifices les plaques noires et jaunes les désignant comme abris publics contre les retombées en cas d'attaque.

Au centre des régions susceptibles d'essuyer une attaque, 95,000 immeubles pouvant abriter 94 millions de personnes contiennent les approvisionnements nécessaires, fournis par le gouvernement en cas d'alerte. On a aussi fait un relevé national des édifices plus petits et des maisons privées. Plus de 100,000 abris publics sont munis d'instruments pour détecter et mesurer les radiations. Il y a au-delà de 67,000 stations de détection, y compris le personnel et les instruments, établies surtout dans les postes de pompiers et de police.

J'ai eu l'occasion de première main de me renseigner et d'entendre des observations sur l'état de préparation des autorités d'urgence et de leurs abris contre les retombées en Suisse et en Suède, pays neutres, et dans d'autres pays de l'Europe occidentale. Je sais qu'ils sont, comme les États-Unis, beaucoup mieux préparés à une attaque nucléaire que le Canada.

Notre comité des affaires extérieures et de la défense nationale a appris de deux témoins, M. Raymond Gastil et M. Robert Kropka, de l'Institut Hudson aux États-Unis, qu'on pourrait épargner des millions de vies et prévenir d'innombrables blessures en se préparant contre une attaque nucléaire. A leur avis, la protection est en fonction des sommes qui lui sont consacrées.

Bon nombre estiment que nous occupons la position la plus dangereuse de tout pays au monde en ce moment, car, étant donné sa situation géographique, le Canada se trouve dans la zone neutre directement sur la route des missiles balistiques intercontinentaux entre la Russie et la Chine d'une part et les États-Unis d'autre part, et notre population vit dans le champ même de l'interception. Bien que nous disposions d'efficaces systèmes d'alerte sur terre, sur mer et dans les airs, nous sommes totalement dépourvus de défenses actives et passives contre la très réelle menace des missiles balistiques intercontinentaux et des engins lancés à partir de sous-marins. Il faut reconnaître que chacune des villes du Canada, à l'exception de Winnipeg peut-être, peut maintenant être atteinte par